Extrait du École changer de cap

https://ecolechangerdecap.net/spip.php?article89

Raymond Millot

Le changement d'époque oblige à réviser les modèles en cours

- Français - Campagnes et événements -

Date de mise en ligne : samedi 17 juillet 2010

École changer de cap

Projet d'un pacte pour une société éducatrice décentralisée

Un projet travaillé au cours des 6 derniers mois par des personnes de diverses sensibilités politiques, des militants associatifs (associations de Parents, mouvements pédagogiques et d'éducation populaire), d'enseignants, d'éducateurs, de formateurs d'adultes, chercheurs, pédagogues "innovateurs" est rendu public à partir de ce 14 juillet sous la forme du texte ci-joint.

Un Pacte y est proposé qui implique signature et si possible contribution à un travail de diffusion et de réflexion qui sera organisé dès la rentrée sur un nouveau site. Ce pacte va être présenté, dès cet été, en différents lieux car nous considérons que la préoccupation éducative telle qu'elle est présentée dans ce projet peut être largement partagée.

Votre signature est espérée. Vos commentaires seront les bienvenus.

Raymond Millot

Le changement d'époque oblige à réviser les modèles en cours

- le progrès scientifique et technique comme certitude de progrès social
- la consommation comme raison de vivre
- la compétition comme fait de nature
- l'individualisme comme preuve de « liberté »
- le profit comme moteur des activités humaines

La révision du modèle éducatif, elle aussi, s'impose !

Nous savons d'expérience que toute réforme serait condamnée à s'enliser dans les pesanteurs étatiques et les corporatismes. Il s'agit donc de construire une véritable alternative !

Des acteurs de l'éducation populaire, de l'enseignement, de l'innovation, de la recherche, de la vie associative sociale, culturelle, écologique, des militants politiques et syndicaux de diverses obédiences, ont entrepris la recherche de cette alternative.

Ils se sont efforcés d'en décrire la perspective principale et les moyens d'une réalisation progressive.

- **Ils s'adressent à tous les acteurs sociaux, culturels, aux enseignants, aux parents, à tous les pouvoirs locaux qui entendent jouer un rôle cohérent dans le processus éducatif en tenant compte de leurs**

préoccupations particulières.

- **Ils appellent à la signature d'un « PACTE POUR UNE SOCIETE EDUCATRICE DECENTRALISEE » comme premier acte d'une participation démocratique à l'élaboration d'un projet éducatif pour notre temps.**

- **Ils énoncent « 7 PROPOSITIONS » pouvant servir de base à la mise en oeuvre de ce projet éducatif alternatif.**

Des lettres de présentation du pacte ont été préparées pour : 1. les parents, 2. les acteurs politiques, 3. les mouvements d'Education Populaire, 4. les mouvements pédagogiques etc.

LETTRE AUX « POLITIQUES »

Les organisations politiques, les ONG, les militants auxquels nous nous adressons considèrent en effet qu'il faut réviser les modèles en cours, mais laissent curieusement de côté toute révision du modèle éducatif. Pourtant, s'il est vrai que nous changeons d'époque, il est urgent de remettre à plat les fondements mêmes du système éducatif et d'élaborer un nouveau projet.

L'Etat a établi l'enseignement obligatoire pour des raisons qui ont très peu à voir avec l'émancipation et beaucoup avec le formatage, à une période qui coïncide avec la révolution industrielle (besoin de travailleurs ayant un minimum d'instruction) - avec la peur du socialisme (la Commune venait d'être réprimée : former des « citoyens » respectueux de l'ordre, et de la propriété) - avec la défaite de 1870 (former des patriotes, préparer la Revanche) - avec les conquêtes coloniales (constituer « l'Empire français »), etc..

De nos jours, la « massification » de l'enseignement a été rendue indispensable par le développement des sciences et techniques, sans pour autant faire progresser l'émancipation et encore moins s'opposer aux nouvelles aliénations. Les impostures comme l'égalité des chances, les leurres comme l'élitisme républicain sont toujours majoritairement évoqués. Ils ont établi profondément l'individualisme dans les mentalités y compris dans le corps enseignant où l'équipe existe surtout dans les propos officiels. Les « héritiers » se reproduisaient autrefois dès les petites classes de lycée, aujourd'hui, ils possèdent les codes et les relations, trustent les grandes écoles et sont toujours dans les allées du pouvoir.

« Les enfants s'ennuient à l'école. Quand ils travaillent c'est pour la note » (les sociologues). Beaucoup souffrent, sont humiliés où s'affirment par l'insolence ou la violence. Les apprentissages scolaires ont peu à voir avec les réalités, le savoir est toujours fragmenté en disciplines étanches.

Cet état de choses est insupportable en soi. Face aux défis que les enfants et les jeunes d'aujourd'hui vont avoir à relever, il est suicidaire. Une alternative doit être mise en chantier et engager toutes les forces préoccupées par l'avenir et soucieuses d'émancipation.

En 1945, la Libération ouvrait des temps nouveaux porteurs d'espoirs : le Programme du Conseil National de la Résistance avait pour horizon « Les jours heureux »... Un projet éducatif, le Plan Langevin-Wallon, entendait en porter les promesses.

En 2010, face à l'urgence, nous proposons de jeter les bases d'une « Société Educatrice Décentralisée » porteuse

Copyright © École changer de cap

d'un projet émancipateur et producteur de nouveaux savoirs, en rupture avec la spécialisation de l'éducation en secteurs étanches (familles, école, péri scolaire, formation professionnelle, éducation populaire, nouvelles techniques de communication...), en rupture avec la centralisation qui paralyse les initiatives et les énergies, avec un enseignement coupé des réalités, cloisonné en disciplines, excluant et ne trouvant sens que dans les diplômes.

PACTE POUR UNE SOCIETE EDUCATRICE DECENTRALISEE

Les personnes et associations signatrices partagent l'analyse suivante :

- la crise économique démasque le vrai visage du capitalisme.
- la crise écologique dévoile des menaces nombreuses et bien réelles liées au gaspillage des ressources, aux changements climatiques, etc.
- l'opinion publique commence à admettre que nous devons sortir de l'ère du profit, source commune de ces deux crises, à s'indigner des inégalités sociales qui progressent dans tous les pays et entre les pays.

Elles considèrent :

- que la mobilisation de toutes les intelligences, et en particulier celles de la jeunesse, va constituer la principale solution pour affronter les immenses difficultés et les changements profonds dans les modes de vie qui se profilent.
- que cette mobilisation ne peut s'opérer dans un système éducatif tout entier tourné vers la compétition, la sélection, l'individualisme, la course aux diplômes pour les uns et l'exclusion pour les autres
- que la destruction systématique des services publics et particulièrement de l'école doit se combattre en se tournant résolument vers l'avenir et non en mythifiant le passé et en rêvant d'une nouvelle « réforme » et qu'en conséquence, il faut :
  - mettre en recherche les volontés de changement existant dans le système éducatif actuel et celles existant dans la société civile
  - utiliser tout le potentiel éducatif des activités gérées ou soutenues par les collectivités territoriales, et particulièrement celles qui inventent des réponses aux changements en cours et à venir.
  - impliquer les enfants (écoliers, collégiens, lycéens) dans ces activités et dans ces réponses et ainsi ancrer leurs apprentissages dans la transformation du présent, développer le sens de l'intérêt collectif et en conséquence redonner, à tous, le besoin et le plaisir d'apprendre.

A cet effet, dans la perspective d'une Société Educatrice Décentralisée

Elles demandent :

- qu'un projet de recherche national de grande ampleur favorise le lancement de multiples « recherche-action » associant des collectivités territoriales intéressées et des enseignants volontaires facilite leur mise en réseau, et les fasse connaître afin d'y intéresser un nombre croissant d'enseignants et de collectivités.
- que ces recherche-action soient suivies et évaluées d'une manière décentralisée associant divers partenaires

Copyright © École changer de cap

locaux (élus, associations de parents, universitaires, éducateurs, équipe enseignante, responsable institutionnel).

Sept propositions pour sa mise en oeuvre

1. Des commissions locales (comportant : des élus, des professionnels de l'enseignement, des représentants des associations et acteurs locaux des activités concernées, associations de parents, conseiller scientifique, cadre administratif ...) déterminent les objectifs qui permettent des activités d'apprentissage et de participation citoyenne, et qui impliquent les enfants ou les jeunes dans leur réalisation ; elles en organisent le suivi et l'évaluation.
2. Les collectivités territoriales attribuent des « heures éducation » pour permettre à certains personnels de jouer un rôle éducatif, multipliant ainsi les lieux d'apprentissage et les moments d'enseignement.
3. L'action éducative est conduite en équipe élargie aux co-éducateurs, en cohérence avec des objectifs nationaux.
4. Les enseignants sont organisés en équipe autour du projet d'une société éducatrice. Un contrat prévoit les modalités de stabilisation de l'équipe. Les enseignants sont responsabilisés, associés à la gestion de l'établissement, ou dans certaines situations, ils en assurent l'autogestion fonctionnelle.
5. Les unités d'enseignement sont à taille humaine et pour cela un établissement peut éclater en différentes unités (cf. l'expérience des mini collèges 100 élèves ou des écoles de 5 classes).
6. Développer la polyvalence des locaux « scolaires » et l'utilisation scolaire d'autres locaux.
7. La recherche action et son évaluation sont un des dispositifs de formation nécessaire au travail de l'équipe éducative.

Engagement

Si vous souhaitez signer le pacte et être tenu(e) au courant des travaux en cours, remplissez le formulaire ci-dessous et envoyez le à :

Raymond Millot, 878 chemin Moulin Ruel, 38870 SAINT SIMEON DE BRESSIEUX

ou signalez-vous par courriel à **rr.millot@wanadoo.fr**

Je soussigné(e) :

courriel :

adresse :

approuve ce

PACTE POUR UNE SOCIETE EDUCATRICE DECENTRALISEE (1)

( ) Je souhaite être tenu(e) au courant des travaux le concernant.

( ) Je m'efforcerai dans la mesure du possible d'apporter ma contribution

en tant que (2) :

Date et signature :

(1) cocher l'option ou les options choisies (2) préciser parent, militant de..., responsable de ... élu(e)... etc.

Copyright © École changer de cap